



**Communiqué de presse
CS/2553**

Conseil de sécurité
4824^e séance – matin et après-midi

**CONSEIL DE SECURITE: LES DELEGATIONS METTENT ISRAEL EN GARDE
CONTRE LES CONSEQUENCES DE SA DECISION DE PRINCIPE D'EXPULSER
LE PRESIDENT DE L'AUTORITE PALESTINIENNE**

**Elles rappellent aux Israéliens et aux Palestiniens
le principe de réciprocité consacré dans la Feuille de route du Quatuor**

L'accord de principe sur l'expulsion du Président de l'Autorité palestinienne, conclu, le 11 septembre dernier, par le Cabinet israélien a été abondamment commentée dans les 43 interventions faites aujourd'hui lors du débat public que le Conseil de sécurité a tenu sur la situation au Moyen-Orient, en présence du Coordonnateur du processus de paix et Représentant spécial du Secrétaire général, Terje Roed-Larsen. L'ensemble des délégations ayant qualifié la décision israélienne de «grave erreur politique aux conséquences incalculables», le débat a porté sur les moyens d'accélérer la mise en œuvre de la Feuille de route du Quatuor –Etats-Unis, Fédération de Russie, ONU et Union européenne- dont une réunion de haut niveau a été programmée à la fin de ce mois à New York.

Conformément au principe de réciprocité consacré dans ladite Feuille de route, les parties se sont vues rappeler leurs obligations. De l'Autorité palestinienne, les délégations ont dit attendre la formation d'un nouveau gouvernement dirigé par un Premier Ministre doté des pleins pouvoirs; la consolidation des forces de sécurité; et le démantèlement des organisations terroristes. A Israël, il a été demandé l'abrogation de sa décision d'expulser le Président Arafat; le retrait de son armée des territoires autonomes; la fin des assassinats ciblés; et le gel de toutes les colonies de peuplement et du mur de sécurité. En la matière, une pression sans équivoque des membres du Quatuor, en particulier l'Union européenne et les Etats-Unis, a été perçue par les intervenants comme la seule manière de contraindre les deux parties à honorer leurs obligations.

Le débat d'aujourd'hui a été organisé à l'initiative du Représentant permanent du Soudan qui, en sa qualité de Président du Groupe arabe et au nom de la Ligue des Etats arabes, a demandé la convocation immédiate d'une réunion du Conseil «pour examiner l'escalade des actes qu'Israël continue de commettre contre le peuple palestinien et ses dirigeants et prendre les mesures qui s'imposent à cet égard»* A cet effet, le représentant soudanais a soumis à l'examen du Conseil un projet de résolution qui a recueilli les suffrages de la

grande majorité des Etats non membres du Conseil qui se sont exprimés aujourd'hui.

Rappelant que depuis l'intervention qu'il a faite, le 19 août dernier, 38 Israéliens et 43 Palestiniens ont trouvé la mort, le Coordonnateur du processus de paix a imputé cette escalade de violence et de contre-violence au fait que la mise en œuvre de la Feuille de route n'a jamais vraiment commencé. Aucune partie, a-t-il confié, n'a réellement pris en considération les préoccupations de l'autre, à savoir l'élimination du terrorisme pour Israël et la fin de l'occupation pour les Palestiniens. C'est dans ce cadre que Terje Roed-Larsen a invoqué le principe de réciprocité en prévenant que sans appui populaire, tributaire, entre autres, de l'abandon par Israël des politiques de colonies de peuplement, aucun Premier Ministre palestinien ne pourrait lutter efficacement contre le terrorisme et les organisations terroristes.

Les stratégies de colonisation d'Israël et son refus de mettre fin à l'occupation constituent le cœur du problème, a résumé l'Observateur de Palestine, Nasser Al-Kidwa. Prônant, pour sa part, l'abandon de la violence et de la logique militaire, l'Observateur a préconisé un retour à la table des négociations pour une mise en œuvre «honnête» de la Feuille de route. A ces propos, le représentant d'Israël, Dan Gillerman, a répondu par une dénonciation du rôle «nocif» du Président de l'Autorité palestinienne à chaque étape de mise en œuvre de la Feuille de route. En perpétuant «le jeu de la légitimité d'Arafat», a ajouté le représentant, la communauté internationale compromet la nomination d'un premier ministre doté des pouvoirs nécessaires à la mise en œuvre de la Feuille de route, y compris des dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme. La récente décision du Gouvernement israélien, a-t-il expliqué, ne fait que traduire la conviction d'Israël que M. Arafat représente un obstacle à la paix.

Tout en rappelant que son pays avait catégoriquement rejeté cette décision, le représentant des Etats-Unis, John Negroponte, a néanmoins fait de la lutte contre le terrorisme une priorité et a annoncé, dans ce cadre, l'intention de son pays de voter contre toute résolution qui ne mentionnerait pas la menace que le Hamas et les autres groupes terroristes font peser sur le processus de paix. Il ne sera pas possible d'arrêter le terrorisme, a souligné pour sa part, le représentant de la France, Jean-Marc de la Sablière, dans le cadre d'une logique purement sécuritaire, militaire et policière. Poser la sécurité comme préalable au lancement d'une séquence politique, a-t-il ajouté, c'est laisser l'ensemble du processus de paix aux mains des extrémistes. Le représentant a plaidé pour l'organisation d'une conférence internationale destinée à remettre le processus de paix sur les rails; l'établissement d'un mécanisme de surveillance international efficace pour le respect des engagements respectifs; et l'envoi d'une force d'interposition.

Outre les 15 Etats membres du Conseil, les délégations citées et le Coordonnateur du processus de paix, les représentants des pays suivants ont pris la parole: Egypte, Algérie, Emirats arabes unis, Maroc, Bahreïn, Bangladesh, Malaisie, au nom du Mouvement des non-alignés, Inde, Jordanie, Australie, Italie, au nom de l'Union européenne, Afrique du Sud, Cuba, Argentine, Indonésie, Japon, Arabie saoudite, Brésil, Tunisie, Turquie, Norvège et Népal.

**LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION
PALESTINIENNE**
Déclarations

M. TERJE ROED-LARSEN, Coordonnateur du processus de paix au Moyen-Orient et Représentant spécial du Secrétaire général, s'est déclaré déçu de constater que depuis sa dernière intervention, le 19 août dernier, le processus de paix israélo-palestinien se trouvait dans une réelle impasse. Il a expliqué que la violence conjuguée à une mise en œuvre trop lente de la Feuille de route avait placé la région à un tournant. Prévenant d'un bain de sang en cas de statu quo, le Coordonnateur du processus de paix a rappelé que la semaine dernière, après les attentats-suicide à la bombe du 9 septembre, le Gouvernement d'Israël avait annoncé la décision de principe de son Conseil de sécurité d'écarter le Président de l'Autorité palestinienne quand cela lui conviendra.

Décrivant la situation actuelle sur le terrain, le Coordonnateur a appelé l'Autorité palestinienne à traduire en justice ceux qui ont planifié et entrepris les attaques terroristes et à honorer les obligations qui lui incombent en vertu de la Feuille de route. S'agissant d'Israël, le Coordonnateur a condamné les exécutions extra-judiciaires et rappelé à ce dernier son obligation, en tant que puissante occupante, de garantir la sécurité des civils palestiniens. Tout en reconnaissant le droit légitime d'Israël de défendre son peuple contre les attaques terroristes, M. Roed-Larsen a souligné l'obligation de s'abstenir d'utiliser une force démesurée et de respecter strictement le droit humanitaire international.

Le Coordonnateur a ensuite confié que la mise en œuvre de la Feuille de route n'a jamais véritablement commencé en raison de l'absence de la mise en œuvre de mesures qui auraient eu l'appui des deux parties. Aucune partie, a-t-il dit, n'a réellement pris en considération les préoccupations de l'autre partie, à savoir la sécurité pour Israël et la fin de l'occupation pour les Palestiniens. Israël, a ajouté le Coordonnateur, n'a jamais vraiment adhéré à la Feuille de route. Pour lui, les deux questions clefs du processus de paix sont le terrorisme et l'occupation. Sans appui populaire, a-t-il prévenu, aucun Premier Ministre palestinien ne pourra lutter efficacement contre le terrorisme et les organisations terroristes. Cet appui public, a-t-il prévenu, dépend de l'abandon par Israël de sa politique de peuplement.

Le Coordonnateur a donc insisté sur le principe de réciprocité qu'il a qualifié de donnée essentielle de la Feuille de route, et a regretté que la sécurité d'Israël soit apparue dernièrement comme le seul objet de la Feuille de route. Nous devons, a-t-il estimé, réévaluer le principe de réciprocité et nous attaquer au terrorisme et à l'occupation. M. Larsen a donc demandé au Quatuor de redoubler d'efforts, en reconnaissant pourtant que pour l'heure, ce dernier se trouve privé d'interlocuteur. Du côté palestinien, a-t-il dit, «un honorable et pacifique» Premier Ministre a démissionné et le nouveau Premier Ministre n'a pas encore pris les rênes du pouvoir.

Le Quatuor et les pays de la région, a-t-il néanmoins insisté, peuvent aider le prochain Premier Ministre à mobiliser l'appui nécessaire, en s'attaquant aux deux questions de l'occupation et du terrorisme. Il est clair, a ajouté M. Roed-Larsen que sans des concessions d'Israël concernant les colonies de peuplement et le mur de séparation, le processus de paix ne pourrait être crédible. Dans ces conditions, il sera difficile pour l'Autorité palestinienne de prendre les mesures nécessaires à la consolidation des forces de sécurité, au désarmement des groupes armés et au rétablissement de la loi et de l'ordre, a précisé le Coordonnateur.

Un engagement international déterminé est ce qu'il faut aujourd'hui, a-t-il averti, en se félicitant de la réunion de haut niveau prévue, à la fin de ce mois,

par le Quatuor. Le Coordonnateur du processus de paix a également réaffirmé la nécessité d'accélérer le processus de mise en œuvre de la Feuille de route. Il a réservé ses derniers mots à la situation économique et humanitaire difficile des territoires occupés, aux conséquences pour les Palestiniens du mur de séparation et à la situation sur la Ligne bleue.

M. NASSER AL-KIDWA, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a estimé que le Conseil de sécurité devait fermement affirmer que la terre de Palestine et sa population ne sont pas la propriété de la puissance occupante et que toute atteinte au Président Yasser Arafat ou toute menace contre lui étaient inacceptables et devaient être considérées comme une attaque contre la dignité du peuple palestinien. Le Conseil doit agir immédiatement pour empêcher la puissance occupante de mettre en œuvre les menaces qu'elle a proférées contre le Président Arafat. A cet égard nous demandons que le Conseil adopte le projet de résolution qui lui a été soumis sur la question par le Groupe des Etats arabes, a-t-il déclaré. M. Sharon et son Gouvernement sont une menace pour la paix et la stabilité au Moyen-Orient, dans la mesure où ils ont rejeté tout processus de paix réel et souhaitent imposer une solution basée sur l'usage de la force. La vision de M. Sharon n'est pas celle d'une paix permanente et globale, mais plutôt d'un arrangement transitionnel à long terme. Cette vision, a poursuivi l'observateur, est en train de se traduire sur le terrain par la création de bantustans cernés par des murs qui enfermerait la population palestinienne dans un territoire de la taille de la moitié de la Cisjordanie seulement. Le transfert de colons israéliens se poursuit sur nos terres, tandis que les actions militaires menées par le Gouvernement israélien visent à mettre fin au processus de paix et à revenir à la situation qui prévalait avant Oslo, a précisé M. Al-Kidwa.

Israël veut mettre fin à la Feuille de route qu'il n'a jamais véritablement acceptée, alors qu'au Sommet d'Aqaba, la partie palestinienne, représentée par le Premier Ministre Abbas, en avait appliqué la première étape, rejetée par M. Sharon, a rappelé le délégué. Nous nous retrouvons aujourd'hui dans une situation qui n'a rien à voir avec la Feuille de route, Israël cherchant à modifier le rôle qui y est assigné au Quatuor et à réduire la portée le mandat du mécanisme de vérification et de contrôle qui y a été inclus, a-t-il poursuivi. Il est temps d'abandonner la violence et la logique militaire. Nous devons revenir à la table des négociations et redonner vie à la Feuille de route et la mettre en œuvre de manière honnête. Il est temps de reconnaître que la source de la plupart des problèmes réside dans l'attitude d'Israël, qui poursuit ses stratégies de colonisation et refuse de mettre fin à l'occupation tout en refusant de reconnaître la notion d'un Etat palestinien ayant pour capitale Jérusalem-Est, a réaffirmé M. Al-Kidwa. A son avis, tant qu'Israël n'acceptera pas ces réalités, il n'y aura pas de vrai processus de paix, et la Feuille de route ne pourra pas être appliquée. Le mécanisme de surveillance inclus dans la Feuille de route doit être mis en place, et comme l'ont proposé la France et le Secrétaire général, une présence internationale, qui pourrait être militaire, devrait être dépêchée sur le terrain, a conclu l'observateur.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a rappelé que le 13 septembre dernier, son pays a commémoré le 10^e anniversaire de la signature de la Déclaration de principe entre Israéliens et Palestiniens. Or depuis lors, force est de constater que M. Arafat a menti sur son adhésion au processus de paix, a estimé le représentant, qui a stigmatisé le rejet par le Président de l'Autorité palestinienne du droit d'Israël d'exister, son mépris des liens qui lient le peuple juif à la terre d'Israël et son appui aux terroristes et à leurs tactiques. Tout ceci, a insisté le représentant, a provoqué des souffrances indicibles à la région et anéanti tout

espoir de paix et de prospérité pour les Israéliens et les Palestiniens. Les événements des derniers jours ont une nouvelle fois prouvé la détermination de M. Arafat d'éviter tout processus de réconciliation véritable entre les deux peuples, a poursuivi le représentant, qui s'est demandé combien de temps faudra-t-il encore entendre l'argumentation fallacieuse selon laquelle M. Arafat est un chef légitime et dévoué au bien-être de son peuple et à des relations pacifiques avec ses voisins. En effet, a-t-il constaté, depuis le lancement de la mise en œuvre de la Feuille de route, M. Arafat joue un rôle nocif à chaque étape. Il a activement cherché à empêcher le Premier Ministre palestinien d'honorer ses obligations et saboté les tentatives d'établir une direction nouvelle et différente au sein de l'Autorité palestinienne, alors qu'il s'agit du fondement même de la vision du Président des Etats-Unis.

Le représentant a ensuite expliqué que la décision prise par le Conseil de sécurité de son pays la semaine dernière n'était que la traduction de la certitude que M. Arafat constituait un obstacle à la paix. Le représentant a par ailleurs invité le Conseil à se concentrer sur le terrorisme et ses responsables et pas sur la réponse au terrorisme. Les pressions doivent s'exercer sur le problème, pas sur les victimes, a-t-il indiqué. Quel pays, confronté au terrorisme, ne tiendrait pas pour responsable celui qui l'a orchestré ou qui refuse de le supprimer, s'est-il demandé? Le représentant a par ailleurs souligné qu'en perpétuant le jeu qui consiste à légitimer M. Arafat, la communauté internationale compromettrait gravement l'autorité d'un premier ministre palestinien, de mettre en œuvre la Feuille de route et de trouver une solution pacifique au conflit.

M. IYA TIDJANI (Cameroun) a déclaré que sa délégation était inquiète de voir les espoirs qu'avait éveillés la Feuille de route s'estomper. Le retour de la violence compromet la mise en œuvre de la Feuille de route, seule voie de sortie de la crise. Le Cameroun se joint à la communauté internationale pour affirmer que toute solution qui passerait par des atteintes à la personne du Président Arafat ne mènerait nulle part. Nous soutenons le rôle que doit jouer le Quartet et soutenons les initiatives déployées par l'Union européenne, a-t-il indiqué, en invitant le Conseil à lancer un signal fort aux parties au conflit pour les faire revenir à la table de négociations et les amener à respecter leurs engagements.

M. GUANGYE WANG (Chine) a regretté la dégradation de la situation au Moyen-Orient. Il s'est particulièrement dit troublé par la décision d'Israël d'expulser le Président Arafat et a attiré l'attention sur les graves conséquences d'un tel geste. Condamnant cette décision et les actes de violence d'où qu'ils viennent, le représentant a rappelé que M. Arafat était un dirigeant légitime élu de la population palestinienne. Seul le dialogue peut résoudre la question de la sécurité, a-t-il dit, en appelant les deux parties à faire montre de courage et à reprendre les négociations politiques. Il est tout aussi important, a-t-il conclu, que la communauté internationale redouble d'efforts pour assurer la bonne mise en œuvre de la Feuille de route.

M. FAYSSAL MEKDAL (République arabe syrienne) a déclaré qu'Israël était en train de faire volontairement capoter toute solution négociée du conflit du Proche-Orient. Le Gouvernement de M. Sharon ne croit pas à la paix et méprise toute tentative d'y aboutir. C'est un gouvernement essentiellement tourné vers la guerre et qui se met au-dessus du droit international, a-t-il estimé. La construction en cours d'un mur par Israël vise à accélérer la confiscation de terres palestiniennes tout en paralysant tout espoir de construction d'un Etat palestinien viable, a poursuivi le délégué. En outre, a-t-il souligné, Israël était lui-même un Etat terroriste qui déclarait publiquement son intention d'assassiner le

Président élu du peuple palestinien. Si cette menace était mise en œuvre, ce serait la démonstration éclatante de l'arrogance d'Israël qui continue de violer quotidiennement la souveraineté de ses voisins, dont le Liban et la Syrie. Nous demandons l'application de toutes les résolutions du Conseil de sécurité relative à la question du Moyen-Orient et rappelons la position prise par les Etats arabes lors du Sommet de la Ligue arabe à Beyrouth, a conclu le représentant syrien.

M. STEFAN TRAFROV (Bulgarie) a déploré la reprise de la violence au Moyen-Orient en condamnant sans appel la tactique des attentats-suicide et en exhortant l'Autorité palestinienne à désarmer les organisations terroristes. Le représentant a également appelé Israël à abandonner la pratique des exécutions extrajudiciaires. L'expulsion éventuelle de Yasser Arafat, a-t-il estimé, causerait une crise politique aux conséquences imprévisibles et une nouvelle montée de la violence. Le représentant a encore regretté la démission du Premier Ministre Mahmoud Abbas, qu'il a perçue comme un coup dur au processus de paix. Il a néanmoins présenté ses vœux de succès au nouveau Premier Ministre en espérant qu'il jouira de la confiance du peuple palestinien, des membres du Quatuor et de la communauté internationale dans son ensemble. Pour ce faire, a précisé le représentant, il doit jouir d'une autorité suffisante pour prendre les mesures nécessaires contre les organisations terroristes. La Feuille de route n'est pas morte, a-t-il conclu en appelant les deux parties à renouer le contact et à prendre des mesures de rétablissement de la confiance. Le représentant a enfin appelé le Quatuor à redoubler ses efforts.

M. MASOOD KHALID (Pakistan) a déclaré que la Feuille de route comprenait des objectifs clairs devant aboutir à la création d'un Etat palestinien indépendant. Le Pakistan est préoccupé par l'annonce d'Israël de déporter ou d'assassiner le Président Yasser Arafat. Ce genre d'action aggraverait la situation des civils qui sont déjà victimes tous les jours de violences de toutes sortes. Israël doit mettre fin à ses violations régulières des droits fondamentaux du peuple palestinien et son gouvernement ne doit pas chercher par ses actions à créer une nouvelle réalité sur le terrain, a déclaré le représentant. A son avis, aucune paix durable ne peut être imposée par la force, et il n'y a pas de solution unilatérale viable au Moyen-Orient. Il a appelé le Conseil à agir le plus rapidement possible pour mettre fin au cycle de la violence.

M. ADOLFO AGUILAR ZINSER (Mexique) a constaté un écart entre les objectifs exprimés par les parties et leur volonté réelle de les réaliser et dénoncé les positions contraires à la paix des extrémistes des deux côtés. Aujourd'hui, a-t-il dit, nous courrons le risque que l'effort concrétisé par la Feuille de route s'effondre. Le représentant a ainsi regretté que l'Autorité palestinienne n'ait pas eu la détermination nécessaire pour arrêter les attaques terroristes. Chaque goutte de sang versée dans les rues de Jérusalem éloigne les Palestiniens de leurs espoirs légitimes, a-t-il prévenu.

Se tournant vers Israël, le représentant a estimé que ce pays n'avait rien à gagner à se livrer à des représailles disproportionnées, à empirer les conditions humanitaires du peuple palestinien, à construire des murailles, à multiplier les colonies de peuplement ou encore à mener des exécutions extrajudiciaires. Le représentant a rejeté également toute idée d'expulsion du Président Arafat ou de limiter encore plus sa liberté de mouvement. Il a appelé au respect de sa légitimité et à une accélération dans la mise en œuvre de la Feuille de route «malgré ses imperfections».

M. GENNADY GATILOV (Fédération de Russie) a déclaré que la Russie avait pris note avec inquiétude de la déclaration d'Israël visant à écarter Yasser

Arafat de la scène politique. La Russie désapprouve ce genre d'annonces qui, si elles étaient traduites dans les faits, mènerait au chaos. Notre pays condamne les actes de terrorisme, qui sont contre-productifs, et éloignent le peuple palestinien de son droit à un Etat indépendant, a-t-il affirmé. Il faut que les parties reviennent à la Feuille de route, et nous devons faire en sorte que le Quatuor joue réellement le rôle qui doit être le sien dans sa mise en œuvre. En tant que coauteur et co-parrain du processus de paix, la Fédération de Russie réitère son engagement à en soutenir la mise en œuvre, a conclu M. Gatilov.

M. JEAN-MARC DE LA SABLIERE (France) a estimé que la décision israélienne d'écarter Yasser Arafat, qui est le Président légitimement élu de l'Autorité palestinienne, est contraire aux règles élémentaires du droit international. C'est aussi une grave erreur politique: l'annonce de cette décision et plus encore son éventuelle mise en œuvre ne peuvent être que contre-productives pour la sécurité d'Israël comme pour les perspectives de paix. Ce n'est pas en faisant abstraction des réalités politiques palestiniennes que nous parviendrons à l'avènement d'un Etat palestinien indépendant, viable et démocratique coexistant dans la paix avec l'État d'Israël qui a un droit légitime à vivre dans la sécurité et au sein de frontières internationalement reconnues.

L'arrêt du terrorisme, a poursuivi M. de La Sablière, ne pourra être atteint sur la seule base d'une logique purement sécuritaire, militaire et policière. Poser la sécurité comme préalable pour le lancement d'une séquence politique, c'est laisser l'ensemble du processus de paix être pris en otage par les extrémistes. La sécurité et la politique doivent aller de pair dans la poursuite du processus de paix. La réponse au problème du terrorisme choisi par quelques groupes palestiniens ne peut qu'être globale. Il faut pouvoir mobiliser la population palestinienne pour la paix, derrière le Premier Ministre et son Gouvernement. Ces derniers doivent pouvoir prendre toutes les mesures nécessaires pour réformer et unifier l'appareil de sécurité et démanteler les infrastructures qui les soutiennent. Il faut ensuite que les réformes institutionnelles palestiniennes se poursuivent et que des élections libres, transparentes et démocratiques puissent se tenir dans les meilleurs délais.

Il est tout aussi indispensable qu'Israël fasse les gestes nécessaires pour que la population palestinienne puisse sentir les fruits tangibles et immédiats d'une dynamique de la paix et de dialogue. L'armée israélienne doit se retirer de toutes les zones palestiniennes autonomes. Elle doit cesser les assassinats ciblés qui sont contraires au droit international et alimentent le cycle de la violence. Israël doit stopper toute activité liée à l'implantation de colonies de peuplement et stopper la construction du mur de sécurité. La France plaide pour l'organisation d'une conférence internationale destinée à remettre le processus de paix sur les rails. Elle plaide pour l'établissement d'un mécanisme de surveillance international efficace pour le respect par les parties de leurs engagements respectifs. Nous croyons aussi qu'une force d'interposition doit être envisagée et serait dans l'intérêt des deux parties, a encore dit le représentant. Mais encore faut-il que celles-ci l'acceptent.

M. CRISTIAN MAQUIEIRA (Chili) a déclaré que la responsabilité des revers subis par la Feuille de route était partagée par les deux parties au conflit. Le Chili condamne la construction d'un mur par Israël, ainsi que les destructions de logements et les assassinats ciblés. Le Chili condamne aussi toute tentative d'assassiner le président Yasser Arafat, qui est le représentant légitimement élu du peuple palestinien. Nous pensons que ce genre d'acte ne pourrait qu'aggraver la situation, a-t-il dit. Israël doit mettre fin aux activités de colonisation et doit prendre les mesures nécessaires pour que le rôle et les

actions du nouveau Premier Ministre palestinien puissent être crédibles et effectifs. La communauté internationale doit pour sa part tout faire pour permettre une mise en œuvre réelle de la Feuille de route, a conclu le représentant.

M. GUNTER PLEUGER (Allemagne) s'est déclaré préoccupé par les derniers événements au Moyen-Orient. La décision d'Israël d'expulser un président élu ne contribue pas à apaiser une situation explosive, à assurer la sécurité d'Israël ni à faciliter un processus de paix difficile, a dit le représentant. Le processus de paix se trouve à une phase critique qui risque de mener vers le pire, a-t-il prévenu, en soulignant la nécessité pour toutes les parties, Quatuor compris, de faire tout leur possible pour une application rapide de la Feuille de route. Il a dit attendre de l'Autorité palestinienne la formation d'un nouveau gouvernement doté des pleins pouvoirs, la consolidation des forces de sécurité et le démantèlement des organisations terroristes. A Israël, il a demandé l'annulation de la décision d'expulsion, le retrait de son armée des territoires autonomes, la fin des assassinats ciblés et le gel de toutes les activités de peuplement et de construction du mur de sécurité. Il a exhorté les deux Parties à œuvrer dans un esprit constructif avant de saluer la prochaine réunion du Quatuor, dont il attendait, a-t-il précisé, des mesures courageuses.

M. ISMAEL ABRAAO GASPAS MARTINS (Angola) a regretté la détérioration de la situation au Moyen-Orient. La rencontre d'Aqaba avait été perçue comme un ferme engagement des Etats-Unis dans le processus de paix, et les déclarations faites à l'époque par les différentes parties avaient fait naître un espoir de voir se mettre en route une véritable application de la Feuille de route, a rappelé le délégué. Aujourd'hui, nous sommes malheureusement revenus à la violence aveugle, a-t-il déploré. Les deux parties sont aujourd'hui face à des choix difficiles, et nous espérons qu'elles ne commettront pas d'actes irréversibles sur la mauvaise voie. Mettant en garde contre toute atteinte à la personne du Président Arafat, le représentant a appelé le Conseil à signifier à Israël que ses intentions étaient inacceptables et dangereuses. Nous attendons impatiemment la prochaine réunion du Quatuor à New York, a-t-il conclu.

M. INOCENCIO ARIAS (Espagne) a d'abord rejeté l'idée de faire exploser une bombe dans un bus scolaire pour traduire des revendications politiques. Il s'agit ni plus ni moins d'un acte criminel qui doit être condamné comme tel, a estimé le représentant, avant de rejeter avec la même force la décision d'Israël d'expulser le Président Arafat. Une telle initiative ne peut qu'ouvrir la voie à des dangers «prévisibles et funestes», a-t-il prévenu. Le représentant a ensuite lancé un appel aux membres du Quatuor pour qu'ils placent sans équivoque les deux parties devant leurs responsabilités. Il a aussi renouvelé l'idée d'envoyer une mission d'observation sur le terrain. La Feuille de route, a-t-il estimé, trace une perspective politique quelque peu ambiguë. Le représentant a donc jugé nécessaire d'en préciser la conception qui doit répondre à son avis aux préoccupations de sécurité d'Israël et de viabilité d'un futur Etat palestinien. En la matière, a insisté le représentant, l'horizon de la paix passe par un engagement actif des Etats-Unis et de l'Union européenne.

M. ALPHA IBRAHIMA SOW (Guinée) a estimé que la décision de principe d'expulser le Président de l'Autorité palestinienne de Ramallah constitue un facteur d'aggravation de la crise et la remise en cause des perspectives de paix ouvertes par la Feuille de route. Le Président Arafat, démocratiquement élu par son peuple et figure historique de la lutte de libération palestinienne, est un acteur central du processus de paix. Il constitue le symbole même de l'identité et

de la marche palestinienne sur le chemin de l'autodétermination, de la liberté et du progrès.

La décision israélienne n'a aucune justification légale et s'inscrit à contre-courant de l'évolution. Elle ne fait que renforcer la déception des Palestiniens et conduire à la mort programmée de la Feuille de route. Une telle attitude ne pourra jamais servir les intérêts d'Israël. Nous regrettons que les réformes sécuritaires et institutionnelles mises en œuvre par l'Autorité palestinienne ne soient pas allées de pair avec le respect par Israël de ses engagements. La poursuite de l'occupation des territoires palestiniens et les exécutions extrajudiciaires constituent des actes répréhensibles qui s'inscrivent en violation flagrante du droit international.

M. JOHN NEGROPONTE (Etats-Unis) a déclaré que la fin des actes terroristes devait constituer une priorité en Israël et dans les territoires palestiniens. Chaque fois qu'une lueur d'espoir apparaît, un acte terroriste systématiquement l'éteint, a-t-il déploré. Toute résolution du Conseil devrait contenir une ferme condamnation des actes terroristes du Hamas et des autres groupes de terreur et les Etats-Unis n'appuieraient pas de texte qui ne mentionnerait pas la menace que ces groupes font peser sur le processus de paix, a-t-il indiqué. Le nouveau Premier Ministre palestinien et son Gouvernement doivent dénoncer ces actes et démanteler les infrastructures terroristes. De son côté, a dit le représentant, Israël doit respecter les engagements qui lui reviennent dans le cadre de la Feuille de route. Israël a pris note de la position des membres du Conseil sur la question relative à l'intégrité physique de Yasser Arafat, et le Secrétaire d'Etat Colin Powell a clairement donné la position des Etats-Unis sur cette question.

M. EMYR JONES PARRY (Royaume-Uni) a condamné sans réserve l'escalade de la violence en Israël et dans les territoires occupés. Tout en reconnaissant le droit d'Israël à défendre ses citoyens, le représentant a rejeté la décision de principe du Gouvernement israélien d'expulser le Président Arafat, un dirigeant élu. Les conséquences d'un tel acte ne peuvent que relancer les extrémistes et accroître la violence. Il ne faut pas, a-t-il insisté, autoriser la petite minorité qui refuse une issue pacifique à bloquer le processus de paix, a dit le représentant. C'est la raison pour laquelle, il a lancé un appel aux parties pour qu'elles mettent en œuvre la Feuille de route. Les parties n'ont qu'une alternative: la mise en œuvre de la Feuille de route ou subir les souffrances de ces derniers mois, a-t-il indiqué. L'Autorité palestinienne, a poursuivi le représentant, doit créer un gouvernement doté de tous les pouvoirs nécessaires avec à sa tête un nouveau premier ministre. Ses forces de sécurité doivent se réorganiser et ses institutions se réformer. Pour sa part, Israël doit mettre fin aux assassinats ciblés, retirer ses troupes des territoires et geler toute construction de colonies de peuplement. Le représentant s'est également félicité de la décision des membres du Quatuor de se rencontrer à la fin du mois.

M. ELFATIH MAHAMED AHMED ERWA (Soudan) a déclaré que son pays, qui préside actuellement le Groupe arabe, regrettait la persistance d'Israël à mener une politique expansionniste et à développer des colonies de peuplement, en faisant ainsi fi des résolutions pertinentes des Nations Unies. Il a estimé qu'Israël n'a cessé de nuire à la Feuille de route depuis sa publication rendant ainsi inéluctable son échec. S'agissant de la volonté des Israéliens d'expulser Yasser Arafat des territoires, le représentant a déclaré urgent pour les parties concernées, notamment le Conseil de sécurité, de faire face à ce grave défi en amenant Israël à faire marche arrière. Nous attendons du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, une décision qui mette fin à l'intransigeance israélienne

dans l'intérêt de la paix au Moyen-Orient. Si le Conseil de sécurité limite sa réaction à une simple condamnation, cela reviendrait à encourager les Israéliens dans leur entêtement, a-t-il conclu.

M. AHMED ABOUL GHEIT (Egypte) a rejeté la politique de provocation d'Israël en dénonçant sa décision d'expulser un président démocratiquement élu de sa patrie. Il a estimé qu'il s'agit d'une décision contraire aux intérêts mêmes de la paix. Le représentant a par ailleurs exigé la mise en œuvre de la Feuille de route et a rejeté, une nouvelle fois, la politique d'assassinats ciblés et de construction du mur de séparation d'Israël. C'est cette situation qui a mené à la résistance violente, a-t-il estimé, tout en condamnant tout acte qui s'attaque à des civils innocents. Dans ces conditions, le Conseil, a-t-il insisté, doit réitérer son appui à la Feuille de route et mettre Israël en garde contre son arrogance. La reconnaissance par Israël du droit des Palestiniens à un Etat et celle par les Palestiniens du droit des deux Etats à vivre dans des frontières internationalement reconnues ont été cités par le représentant comme l'obligation des deux parties.

M. ABDALLAH BAALI (Algérie) a déclaré que c'est à l'aune de l'objectif primordial d'un règlement juste et durable du conflit au Moyen-Orient que son pays entend mesurer cette incroyable provocation de la part de la puissance occupante en Palestine qui consiste à vouloir bannir, dans l'illégalité la plus totale et avec l'arrogance et le mépris pour le droit qui lui sont habituels, le Président de l'Autorité palestinienne, M. Yasser Arafat. Bien plus grave, a continué M. Baali, de l'aveu même du Vice-Premier Ministre israélien, «tuer Yasser Arafat» est désormais l'une des options ouvertes à l'armée pour écarter le Président de l'Autorité palestinienne, perçu comme l'obstacle dont il faut, à tout prix, se débarrasser. Cette décision, si elle devait se concrétiser, apporterait le coup de grâce à un processus de paix déjà moribond.

L'Algérie se tient résolument aux côtés du peuple palestinien héroïque et de sa direction légitime, condamne avec la plus grande énergie la décision prise par Israël à l'encontre du Président Arafat et se félicite de la position exprimée par la communauté internationale à travers les appels lancés par le Conseil de sécurité, le 12 septembre, et par le Secrétaire général de l'ONU pour que la puissance occupant la Palestine ne mette pas sa menace à exécution. L'Algérie estime que le Conseil de sécurité doit résolument appuyer ces appels en adoptant le projet de résolution soumis par l'Angola au nom des pays non alignés.

M. ABDULAZIZ NASSER AL-SHAMSI (Emirats arabes unis) a déploré qu'en dépit des efforts déployés par les membres du «Quatuor» et par les Etats de la région pour contenir la violence et relancer la dynamique de paix entre Palestiniens et Israéliens, conformément aux dispositions de la «Feuille de route», le Gouvernement israélien poursuive une campagne hostile et de plus en plus dangereuse contre le peuple palestinien et ses dirigeants. Cette campagne traduit clairement la volonté des Israéliens de faire obstacle à la «Feuille de route» qui prévoit, entre autres, le démantèlement des colonies et le retrait des forces d'occupations israéliennes des territoires palestiniens occupés, a-t-il dit. Le représentant a également jugé inacceptable que le Gouvernement Sharon justifie sa décision d'expulser le Président Arafat par des motifs d'ordre sécuritaire et de lutte contre le terrorisme. Cette décision doit être fermement condamnée par le Quatuor et le Conseil de sécurité qui doivent exiger d'Israël de renoncer à ce projet sans conditions, a-t-il indiqué. Réaffirmant que le Président Arafat est le dirigeant légitimement élu du peuple palestinien, M. Al-Shamsi a par ailleurs invité le Gouvernement israélien à respecter la Quatrième convention de

Genève, de mettre un terme aux exécutions extrajudiciaires et aux agressions contre les dirigeants palestiniens, et de respecter les obligations qui lui incombent au titre de la «Feuille de route».

M. MOHAMED BENNOUNA (Maroc) a estimé que la décision des autorités israéliennes d'expulser le Président Yasser Arafat, si elle devait se confirmer, ne pourrait que porter un coup fatal au processus de paix et notamment aux efforts déployés par le Quartet pour parvenir à une solution juste et définitive, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Il a rappelé que compte tenu du caractère plus qu'alarmant de cette situation, le Roi du Maroc avait invité les membres du Quartet à empêcher Israël de passer à l'acte et a alerté les autorités israéliennes sur les conséquences graves que pourrait avoir toute forme d'atteinte à la personne du Président Yasser Arafat. Il faut éviter tous les actes unilatéraux susceptibles de favoriser l'escalade de la violence, a-t-il dit. Nous avons toujours condamné les actes terroristes quels qu'ils soient, mais nous souhaitons aussi que tout soit entrepris afin de mettre fin aux causes et phénomènes qui encouragent ce fléau. Dans ce contexte, le représentant a exhorté le Conseil de sécurité à lancer un message clair à Israël pour qu'il revienne sur sa décision, en rappelant que la création d'un Etat palestinien serait le seul moyen de garantir la sécurité de toutes les populations de cette région. Ce n'est pas en éliminant le représentant légitime du peuple palestinien, a-t-il conclu, que les Israéliens progresseront vers plus de sécurité et de tranquillité.

M. TAWFEEQ AHMED ALMANSOOR (Bahreïn) a pris acte de la grave détérioration de la situation dans les territoires palestiniens du fait des agressions israéliennes. Il a prévenu que la dernière décision d'Israël d'expulser le Président Arafat aurait de sérieuses conséquences, notamment sur les efforts visant l'instauration d'une paix juste dans la région. Les Etats arabes, a-t-il affirmé, ont œuvré sincèrement pour cette paix et sont inquiets aujourd'hui par la volonté d'Israël de faire avorter tout progrès. Le représentant a ainsi dénoncé le fait qu'Israël pose des conditions non prévues dans le plan de paix et qu'il s'obstine à construire un mur de séparation qui ne peut que renforcer la méfiance entre les parties et étouffer davantage l'économie palestinienne. Le représentant a aussi dénoncé les assassinats ciblés en demandant à la communauté internationale de contraindre Israël à respecter ses obligations internationales dont la Feuille de route. Le moment est venu pour la communauté internationale d'envoyer une force internationale pour surveiller le cessez-le-feu entre les deux parties, a-t-il dit, en soulignant que les fondements de la paix étaient le respect des résolutions pertinentes du Conseil et le retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers.

M. YAHYA MAHMASSANI, Observateur permanent de la Ligue des Etats arabes, a dénoncé la politique expansionniste et de violence poursuivie par Israël malgré les appels lancés par la communauté internationale et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Il a jugé ridicule et inacceptable les tentatives d'Israël de placer ce conflit dans le contexte de la guerre contre le terrorisme et de justifier ainsi sa violence. Il a regretté que la construction d'un mur de séparation aboutisse plus à enfermer les Palestiniens que de protéger les Israéliens. Quant à la décision d'expulser le président élu des Palestiniens, il l'a qualifiée de moralement inacceptable, car si elle s'appliquait, elle exacerberait les relations dans la région. C'est pourquoi il a exhorté les Israéliens à appliquer la Feuille de route et à se retirer de tous les territoires occupés, afin de faciliter la recherche d'une solution juste et durable pour la région.

M. PAPA LOUIS FALL, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a fait part de son inquiétude quant à la détérioration de la situation dans le territoire palestinien occupé. La situation est devenue extrêmement complexe. Au cours des dernières semaines, Israël a multiplié ses assassinats extrajudiciaires. Nous sommes consternés par les attentats-suicide ainsi que le cycle de violence sans fin, mais nous croyons que la cause principale en est la poursuite de l'occupation et l'absence de progrès dans l'arène politique. La position du Comité est très claire. Tout en reconnaissant le droit d'Israël à la sécurité, le Comité condamne dans les termes les plus forts les assassinats extrajudiciaires qui ne sont pas compatibles avec le droit international humanitaire. De même, le Comité condamne toute attaque contre des civils israéliens, quels que soient leur provenance ou leur motif. Ces attaques n'ont pas de justification morale et ne servent pas la cause de la paix et de la réconciliation que poursuit l'Autorité palestinienne. Nous condamnons les deux attentats-suicide perpétrés la semaine dernière qui sont en violation de la quatrième Convention de Genève. Nous sommes également très préoccupés par la poursuite de l'implantation de colonies de peuplement dans le territoire palestinien occupé ce qui constitue une violation claire de la Feuille de route. Nous sommes également ébahis de constater l'importance du mur de séparation qui est érigé sur la terre palestinienne et non pas le long de la ligne verte.

La décision de principe prise par Israël d'expulser Yasser Arafat est injuste et viole également la quatrième Convention de Genève. Nous demandons instamment au Gouvernement israélien de revoir cette décision et de lever immédiatement le siège qui le frappe. La détérioration de la situation socio-économique dans le territoire ne contribue pas non plus à bâtir les fondations pour la paix et la stabilité dans la région. Nous lançons un appel aux donateurs pour qu'ils fassent preuve de générosité envers le peuple palestinien. Nous demandons également à la communauté internationale et en particulier aux membres du Quatuor de galvaniser la Feuille de route. Nous demandons aux membres du Conseil d'envoyer un signal clair au Gouvernement d'Israël invitant ce dernier à reconnaître le Président Arafat comme le leader authentique et légitime du peuple palestinien.

M. IFTEKHAR AHMED CHOWDHURY (Bangladesh), a déclaré que la décision d'Israël de déporter le Président Yasser Arafat était mauvaise et mettait en péril tout le processus de la Feuille de route. Le gouvernement du Bangladesh a publié une déclaration dans laquelle il condamne cette décision et demande son retrait immédiat ainsi que celui des forces israéliennes des territoires palestiniens et arabes occupés, a-t-il indiqué. Le Conseil de sécurité doit rapidement agir pour prévenir l'escalade de la violence et de la haine. Nous devons lancer aussi un appel à l'arrêt des actes de terreur, de provocation et d'incitation à la destruction, et invitons le Quatuor à œuvrer en faveur de la restauration de la Feuille de route, a-t-il conclu.

M. RASTAM MODH ISA (Malaisie) a déclaré, au nom du Mouvement des Non-Alignés, que le Conseil de sécurité devait mettre fin aux politiques et aux pratiques d'Israël dans les territoires occupés. Ces pratiques, a dit le représentant, déshumanisent le peuple palestinien, et la communauté internationale ne saurait rester passive devant la perpétuation de la domination des Palestiniens par Israël. La récente décision du Cabinet israélien d'expulser le Président Yasser Arafat, démocratiquement élu par son peuple, montre la volonté d'Israël d'intimider les Palestiniens dans le plus grand mépris du droit international, a-t-il déclaré. Les Non-Alignés sont choqués par la déclaration du Vice-Premier Ministre israélien qui a dit que mettre fin à la vie de Yasser Arafat était une option envisagée par son gouvernement, a précisé le représentant,

ajoutant que la communauté internationale et le Conseil de sécurité ne devaient pas rester impassibles devant cette décision israélienne. Après avoir dénoncé les activités de colonisation israéliennes, qui ont un impact sérieux sur la vie des populations palestiniennes et minent le processus de paix, M. Modh Isa a appelé à l'élimination du mur de séparation actuellement en construction qui confisque à son avis des terres palestiniennes. Si Israël veut une solution juste et durable au conflit, il doit reconnaître le droit des Palestiniens à mener une vie normale et les deux parties doivent revenir à la table des négociations, a-t-il dit.

M. V.K. NAMBIAR (Inde) a exhorté Israéliens et Palestiniens à mettre fin au cycle de violence meurtrière dans lequel ils s'enferment. Pour le bien des peuples de la région, il est important que les deux parties au conflit cherchent une solution négociée à leur affrontement. Israël doit faire preuve de retenue et de patience, et doit mettre fin aux assassinats ciblés de dirigeants palestiniens. La construction d'un mur de séparation, qui confisque des terres palestiniennes, n'est pas une démarche productive. Elle est en outre illégale, a déclaré le représentant. L'Inde a toujours soutenu la cause palestinienne et continuera d'entretenir des contacts avec l'Autorité palestinienne et à soutenir le renforcement des ressources humaines de ce peuple. Nous nous joignons au reste de la communauté internationale pour exhorter Israël à s'abstenir de toute atteinte à la personne du Président Yasser Arafat, a lancé M. Nambiar. En même temps, a-t-il poursuivi, l'Inde condamne tout recours au terrorisme et à la violence, et réitère sa conviction qu'il ne saurait y avoir de justification à des attaques perpétrées contre des civils innocents.

M. RAMEZ Z. GOUSSOUS (Jordanie) a estimé inacceptable la politique menée par Israël dans les territoires occupés, notamment les exécutions extrajudiciaires et l'établissement de colonies de peuplement, qui selon lui sont en contravention de la quatrième Convention de Genève. Il a par ailleurs condamné la décision des autorités israéliennes visant à chasser le Président Arafat qui a été démocratiquement élu par son peuple et s'est opposé à tout recours à la force contre le peuple palestinien ou ses dirigeants. M. Goussous a également condamné les meurtres de civils des deux parties, en rappelant que l'occupation non seulement ne permettra pas de mettre fin à la violence mais l'exacerbera. En conséquence il a appelé Israël à mettre en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et à renoncer à expulser le Président Yasser Arafat, dans l'intérêt de la paix au Moyen-Orient.

M. JOHN DAUTH (Australie) a rappelé qu'au cours des deux dernières attaques suicide à la bombe, deux ressortissants australiens avaient perdu la vie. Les revers récents infligés au processus de paix sont sévères. Nous partageons les préoccupations d'autres pays au sujet de la décision du Cabinet israélien d'expulser Yasser Arafat ou de l'éliminer. Nous ne soutenons aucune de ces deux options qui ne feront pas avancer la Feuille de route qui constitue la seule option possible pouvant conduire à un règlement pacifique. Le succès de la Feuille de route toutefois dépend de garanties crédibles de sécurité pour Israël. Nous sommes fermement engagés en faveur de l'intégrité territoriale d'Israël et de son droit de vivre en paix et en sécurité.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie), au nom de l'Union européenne, a condamné la décision de principe d'expulser le Président de l'Autorité palestinienne et appuyé l'appel des Nations Unies en la matière. Marquant son opposition à toute action contre l'intégrité du Président Arafat, le représentant a argué qu'il s'agirait là d'une erreur sérieuse qui ne fera qu'ajouter aux tensions. Il a, de la manière, condamné les attaques contre les civils israéliens et exhorté l'Autorité palestinienne à prendre les mesures qui s'imposent contre «ces

ennemis de la paix». Le représentant a par ailleurs annoncé la décision de l'Union européenne d'inscrire la Hamas sur la liste des organisations terroristes. Après avoir rappelé les dispositions prises lors du Sommet de Thessalonique, le représentant a appelé le nouveau Premier Ministre palestinien à former rapidement un gouvernement doté des pleins pouvoirs et capable de relancer le dialogue avec Israël. Aucune alternative à la mise en œuvre de la Feuille de route n'existe, a souligné le représentant, en appelant les parties à prendre les mesures nécessaires en ce sens.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud), s'est dit très inquiet de la volonté des autorités israéliennes d'expulser le Président Yasser Arafat, qui représente l'identité palestinienne et ses aspirations nationales. Il a déclaré que l'expulsion ou l'élimination du Président palestinien démocratiquement élu serait inacceptable et devrait être condamné dans les termes les plus forts. Par ailleurs, il a dénoncé la volonté du gouvernement d'Israël de persister à développer des colonies de peuplement, et à pratiquer des exécutions extrajudiciaires, en contradiction totale avec le droit international. Dans ce contexte, il a appelé le Conseil de sécurité à adopter une résolution au titre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, appelant à une cessation de tous les actes de violence, de terreur et de provocation, d'incitation de destruction. Cette résolution devrait également demander à la puissance occupante, Israël, de faire face à ses obligations au titre du droit humanitaire international, y compris la quatrième Convention de Genève, relative à la protection des civils dans les zones de conflits. En outre, le représentant a appelé le peuple palestinien à renoncer à tout acte de violence en rappelant que le terrorisme n'aboutirait à aucune évolution favorable.

M. BRUNO RODRIGUEZ PARRILLA (Cuba) a attiré l'attention du Conseil sur le sabotage systématique auquel se livre Israël contre la paix. Or, a-t-il dit, le Conseil de sécurité continue d'être bâillonné par les menaces de veto des Etats-Unis. Enumérant les conditions de cette paix reconnues par le Conseil, le représentant a rejeté la manipulation des actes de quelques individus palestiniens pour justifier le terrorisme d'Etat. Il a par conséquent appelé le Conseil à agir promptement pour contraindre Israël à respecter ses engagements et émis le souhait de voir l'Assemblée générale se saisir de la question.

M. ARNOLDO LISTRE (Argentine) s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation au Moyen-Orient, marquée par les actes de terrorisme, l'assassinat de civils innocents, des bouclages de villes et la destruction d'infrastructures. Il a déclaré que la déportation de personnes constitue une grave violation au droit international. Nous pensons, a-t-il ajouté, que la volonté d'expulser le Président Arafat était des plus dangereux pour la situation dans la région. Le chemin menant à la paix est celui de compromis mutuel et l'application de la Feuille de route constitue le meilleur moyen d'y parvenir. Il a exhorté Israël de cesser toute activité portant atteinte au processus de confiance en formant le vœu que l'autorité palestinienne soit reconstituée.

M. JENIE (Indonésie) s'est déclaré inquiet par la situation au Moyen-Orient et les menaces qui pèsent sur l'avenir de la Feuille de route. Le désir de paix des Israéliens et des Palestiniens est supérieur aux réticences des extrémistes, a-t-il souligné, en demandant à Israël, entre autres mesures, d'arrêter ses colonies de peuplement, ses assassinats ciblés et la construction du mur de séparation. Il a aussi demandé à Israël d'abroger sa décision d'expulser le Président Arafat et invité la communauté internationale à

contraindre Israël à mettre en œuvre la Feuille de route et les résolutions pertinentes du Conseil.

M. KOICHI HARAGUCHI (Japon) s'est dit très préoccupé par la situation dans les territoires occupés et a estimé que l'application de la Feuille de route était le meilleur moyen d'aboutir à la paix. Il a souhaité que les deux parties fassent preuve de la plus grande retenue et mettent tout en œuvre pour cesser les actes de violence quels qu'ils soient. En ce qui concerne la volonté d'expulser le Président Yasser Arafat, il a estimé qu'une telle décision ne ferait qu'aggraver la situation. C'est pourquoi, il a exhorté Israël à revenir sur sa décision et à agir avec la plus grande prudence. Il a également appelé l'Autorité palestinienne à tout mettre en œuvre afin d'agir contre les extrémistes palestiniens et ceux qui se livrent à des actes terroristes. Car, a-t-il insisté, le terrorisme ne saurait être justifié pour aucune raison. Nous espérons, a-t-il ajouté, que sous la direction d'un nouveau Premier Ministre, le Cabinet de l'Autorité palestinienne mettra tout en œuvre afin de favoriser l'application de la Feuille de route.

M. FAWZI BIN ABDUL MAJEED SHOBOKSHI (Arabie saoudite) a dénoncé le refus d'Israël d'honorer les engagements qu'il a pris librement. L'Autorité palestinienne, a-t-il affirmé, n'a épargné aucun effort pour appliquer la Feuille de route tout comme les différents groupes palestiniens qui, en réponse aux agressions d'Israël, n'ont eu d'autre choix que de mettre fin à la trêve. Le représentant a condamné par ailleurs la décision d'Israël d'écarter le Président Arafat en soulignant qu'il s'agit là d'un défi aux efforts de paix, en particulier la Feuille de route. Il a demandé au Quatuor de déployer des efforts déterminés pour relancer le processus de paix dans la région.

M. SARDENBERG (Brésil) a estimé plus qu'inquiétant le nouveau cycle de violence, d'attaques-suicide et de représailles militaires, observé récemment au Moyen-Orient. Il s'est dit particulièrement inquiet de la volonté d'Israël d'expulser le Président palestinien Yasser Arafat, démocratiquement élu, des territoires palestiniens. Le représentant a demandé aux Israéliens de revenir sur leur décision en appelant les deux parties à tout mettre en œuvre pour relancer le processus en cours dans le cadre de la mise en œuvre de la Feuille de route. Il a demandé aux parties de se conformer aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité pour aboutir le plus rapidement possible à une véritable cessation des hostilités.

M. ALI HACHAMI (Tunisie) a souligné l'importance de la réunion face à la grave situation qui règne dans les territoires occupés. Le représentant s'est dit particulièrement inquiet par la décision israélienne d'expulser le Président Arafat. Il a réaffirmé la légitimité de cette personnalité et prévenu que toute mesure qui irait contre cette légitimité pourrait avoir des conséquences graves. Aujourd'hui, il est urgent qu'Israël honore ses obligations, a dit le représentant en dénonçant, entre autres, la multiplication des colonies de peuplement, les assassinats ciblés et la construction du mur de séparation. Il a conclu sur la nécessité d'envoyer sur le terrain une force d'interposition.

M. ALTAY CENGIZER (Turquie) s'est dit très inquiet de la détérioration de la situation sur le terrain. Il a exhorté les parties à reprendre les négociations dans le cadre de la mise en œuvre de la Feuille de route. La situation exige plus que jamais que les parties fassent preuve de la plus grande modération. Le représentant s'est associé à l'appel lancé par la communauté internationale et le Secrétaire général pour que les autorités israéliennes reviennent sur leur décision d'expulser le Président Yasser Arafat, affirmant qu'une telle expulsion

ne ferait qu'aggraver la situation. Il a par ailleurs dénoncé les attaques terroristes contre des civils israéliens en rappelant que la Turquie n'a jamais manqué de rappeler à l'Autorité palestinienne sa responsabilité d'empêcher les actes terroristes. Dans le même ordre d'idées, il a également demandé à Israël de cesser tout acte de nature à exacerber le terrorisme.

M. LOVALD (Norvège) a affirmé que la Feuille de route n'est pas morte et qu'elle bénéficie toujours d'un large appui international. Il a donc appelé les Palestiniens à lutter avec vigueur contre le terrorisme et à réformer leurs forces de sécurité. De son côté, a-t-il ajouté, Israël doit cesser les assassinats ciblés, le recours démesuré à la force et la destruction d'habitations. Israël, a insisté le représentant, doit redonner espoir aux Palestiniens quant à une solution pacifique. Il doit, pour ce faire, procéder à l'arrêt de la construction du mur de séparation, au retrait de ses forces des territoires occupés, au gel des colonies de peuplement et à l'abrogation de sa décision d'expulser le Président Arafat. Le représentant a aussi appelé le Quatuor à redoubler d'efforts pour contraindre Israël et les Palestiniens à appliquer la Feuille de route.

M. MURARI RAJ SHARMA (Népal) a dénoncé la volonté des autorités israéliennes d'expulser le Président Yasser Arafat, décision qui selon lui ne ferait que repousser tout espoir de paix. Il a exhorté la communauté internationale à poursuivre ses efforts pour parvenir à la paix au Moyen-Orient. Mais cela passe avant tout, a-t-il insisté, par la volonté affirmée des deux parties, Israël et l'Autorité palestinienne, de parvenir à une paix réelle. On ne peut permettre à une poignée d'extrémistes des deux côtés d'empêcher le processus de paix d'aller de l'avant. Le représentant a appelé l'Autorité palestinienne à tout mettre en œuvre pour empêcher les actes terroristes de leurs éléments les plus extrémistes et Israël à cesser toute activité de colonie de peuplement, d'occupation et d'exécutions extrajudiciaires. Il faut aider les Israéliens et Palestiniens à lancer des ponts pour un monde meilleur par l'intermédiaire de la mise en œuvre de la Feuille de route, a-t-il conclu.

Faisant ses dernières observations, le Coordonnateur du processus de paix s'est dit encouragé d'entendre tant d'Etats Membres appuyer les efforts du Quatuor et l'accélération de mise en œuvre de la Feuille de route. Il a également dit avoir pris note que les deux parties continuent de considérer la Feuille de route comme leur point de référence. Il faut des actes concrets, a-t-il insisté, en déclarant qu'aujourd'hui aucun dirigeant israélien ne pouvant se contenter de condamner le terrorisme sans des actes concrets. Il a néanmoins ajouté que la prise de mesures concrètes dépend de l'appui populaire, qui lui-même dépendait des mesures concrètes de la part d'Israël.

A son tour, l'Observateur permanent de la Palestine, a jugé que la déclaration d'Israël avait atteint des niveaux qui n'étaient pas à la hauteur de ce débat. Il ne faut pas oublier, a-t-il rappelé, que le représentant israélien parlait au nom d'un Gouvernement dont le Premier Ministre est accusé de crimes de guerre et que c'était les Israéliens qui avaient les premiers introduit le terrorisme dans la région.

Pour sa part, le représentant d'Israël a qualifié les paroles prononcées par l'Observateur de la Palestine, de «lamentables». Il a estimé que l'Observateur représentait le passé sombre du peuple palestinien. Quant à la légitimité du Président Yasser Arafat, il a rappelé que le peuple palestinien considérait également légitime, il y a quelque temps, la présidence de Saddam Hussein.

* *** *

* Lettre datée du 12 septembre, adressée au Président du Conseil par le Représentant permanent du Soudan (S/2003/880).